

SENAT DE BELGIQUE

BELGISCHE SENAAT

SESSION DE 1983-1984

16 FEVRIER 1984

Budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1984

PROJET TRANSMIS
PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS (1)

Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)
et pour les dépenses de capital (Titre II)

Article 1^{er}.

Il est ouvert pour les dépenses du budget du Ministère de la Région bruxelloise afférentes à l'année budgétaire 1984 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

ZITTING 1983-1984

16 FEBRUARI 1984

Begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1984

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR
DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS (1)

Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (Titel II)

Artikel 1.

Voor de uitgaven van de begroting van het Ministerie van het Brussels Gewest voor het begrotingsjaar 1984 worden kredieten geopend ten bedrage van :

(In miljoenen frank)

	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten	Crédits dissociés — Gesplitste kredieten		
		Crédits d'engagement — Vastleggings-kredieten	Crédits d'ordonnancement — Ordonnancerings-kredieten	
TITRE I Dépenses courantes	3 478,7	24,0	49,0	TITEL I Lopende uitgaven.
TITRE II Dépenses de capital	2 517,6	847,0	525,8	TITEL II Kapitaaluitgaven.
Totaux	5 996,3	871,0	574,8	Totalen.

R. A 12961

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

4-XXV (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.
- N° 5 : Rapport.
- N° 6 : Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :

15 et 16 février 1984.

(1) Pour le tableau budgétaire, voir : Doc. de la Chambre des Représentants 4-XXV (1983-1984) — N° 1.

R. A 12961

Zie :

Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

4-XXV (1983-1984) :

- N° 1 : Ontwerp van wet.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.
- N° 5 : Verslag.
- N° 6 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

15 en 16 februari 1984.

(1) Voor de begrotingstabel, zie : Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers 4-XXV (1983-1984) — Nr. 1.

Ces crédits sont énumérés aux Titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2.

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 5 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire du Ministère de la Région bruxelloise, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 100 000 francs.

Autorisation est donnée à ce comptable de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peut également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

Art. 3.

Le Ministre de ou le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent est autorisé à prendre au nom de l'Etat, l'engagement de payer à l'échéance, aux organismes financiers, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de dix ans, des sommes qu'ils ont payées pour le compte de l'Etat, à titre de primes ou de réductions d'intérêt, aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes. Le montant total des primes accordées en 1984 est limité à 6 200 000 francs.

Art. 4.

Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le solde des crédits non dissociés des sections 31 à 43 du Titre I du tableau annexé à la présente loi peut être reporté à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

Art. 5.

Sur les crédits du Titre I, Dépenses courantes, reportés à l'année budgétaire 1984, des transferts sont effectués entre les articles, et au prorata des montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

TITRE I

(En francs)

	Réductions de crédits — Kredietverminderingen	Majorations de crédits — Kredietvermeerderingen	
Section 31. — Administrations et institutions régionales :			Sectie 31. — Gemeentelijke administratie en instellingen :
Art. 12.01	—	1 000 000	Art. 12.01.
Art. 12.03	—	300 000	Art. 12.03.
Art. 12.19	—	250 000	Art. 12.19.

(En francs)			(In frank)
	Réductions de crédits — <i>Kredietverminderingen</i>	Majorations de crédits — <i>Kredietvermeerderingen</i>	
Section 33. — Aménagement du Territoire :			Sectie 33. — Ruimtelijke ordening:
Art. 12.01	300 000	—	Art. 12.01.
Art. 12.03	400 000	—	Art. 12.03.
Art. 12.32 : Crédits d'engagement	—	11 000 000	Art. 12.32 : Vastleggingskredieten.
Art. 14.02	—	11 000 000	Art. 14.02.
Art. 14.05 : Crédits d'engagement	22 000 000	—	Art. 14.05 : Vastleggingskredieten.
Art. 14.05 : Crédits d'ordonnancement	11 000 000	—	Art. 14.05 : Ordonnanceringskredieten.
Section 36. — Logement :			Sectie 36. — Huisvesting:
Art. 12.01	400 000	—	Art. 12.01.
Section 37. — Famille et Démographie :			Sectie 37. — Gezin en Demografie:
Art. 12.51.04	250 000	—	Art. 12.51.04.
Section 38. — Hygiène et Santé publique :			Sectie 38. — Hygiëne en Volksgondheid:
Art. 12.51.09	—	5 100 000	Art. 12.51.09.
Art. 12.56	5 100 000	—	Art. 12.56.
Section 40. — Politique de l'eau :			Sectie 40. — Waterbeleid:
Art. 12.28	—	1 200 000	Art. 12.28.
Art. 12.29	1 200 000	—	Art. 12.29.
Section 41. — Chasse, Pêche et Forêts :			Sectie 41. — Jacht, Visvangst en Bossen :
Art. 12.01	200 000	—	Art. 12.01.
Art. 12.03	700 000	—	Art. 12.03.
Art. 12.32.	—	800 000	Art. 12.32.
Totaux	8 650 000	19 650 000	Totalen.
Crédits d'engagement	22 000 000	11 000 000	Vastleggingskredieten.
Crédits d'ordonnancement	11 000 000	—	Ordonnanceringskredieten.

Dispositions particulières aux dépenses de capital

Art. 6.

Le Ministre de la Région bruxelloise est autorisé, en dérogation à l'article 78 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, à inscrire une dotation complémentaire de 138,8 millions de francs au Fonds des Communes.

Art. 7.

Par dérogation aux dispositions contenues dans le dernier alinéa de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le solde des crédits non dissociés inscrits dans les sections 31 à 43 sous le Titre II du tableau annexé à la présente loi, peut être reporté à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

Art. 8.

Le Roi peut, en cas de besoin, et dans le cadre des crédits totaux prévus au Titre II du tableau annexé à la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement.

Bijzondere beschikkingen inzake de kapitaaluitgaven

Art. 6.

De Minister van het Brussels Gewest wordt, in afwijking op artikel 78 van de wet van 5 januari 1976 met betrekking tot de begrotingsvoorstellen 1975-1976, gemachtigd een aanvullende dotatie van 138,8 miljoen in te schrijven op het Gemeentefonds.

Art. 7.

In afwijking op de beschikkingen vervat in de laatste alinea van het artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijksboekhouding kan het saldo van de niet-gesplitste kredieten, ingeschreven in de sectie 31 tot 43 onder Titel II van de tabel in bijlage gevoegd van onderhavige wet, naar het volgend jaar overgedragen worden binnen dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

Art. 8.

De Konink kan, indien daaraan noodzaak bestaat, binnen het kader van de totale kredieten voorzien in Titel II van de tabel in bijlage gevoegd bij onderhavige wet, overdrachten doorvoeren tussen de ordonnanceringskredieten.

Les arrêtés de transfert sont soumis à l'accord de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

Art. 9.

Sur les crédits du Titre II, Dépenses de capital, reportés à l'année budgétaire 1984, des transferts sont effectués entre les articles et au prorata des montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

TITRE II
(En francs)

	Réductions de crédits — Kredietverminderingen	Majorations de crédits — Kredietvermeerderingen
--	--	--

PARTIE I

Section 33. — Aménagement du Territoire :

Art. 61.06	190 250 000	—
Art. 63.09. — Crédits d'engagement	—	90 000 000
Art. 63.09. — Crédits d'ordonnancement	—	90 000 000
Art. 61.01	—	100 250 000

Section 38. — Hygiène et Santé publique :

Art. 61.85	—	22 118 000
Art. 63.83. — Crédits d'engagement	95 118 000	—
Art. 63.83. — Crédits d'ordonnancement	22 118 000	—

Section 40. — Politique de l'eau :

Art. 63.84. — Crédits d'engagement	—	73 000 000
--	---	------------

PARTIE II

Section 31. — Administrations et institutions régionales :

Art. 74.01	—	300 000
------------------------------------	---	---------

Section 39. — Accueil :

Art. 74.01	300 000	—
------------------------------------	---------	---

Totaux

Crédits d'engagement	190 550 000	122 668 000
Crédits d'ordonnancement	95 118 000	163 000 000
	22 118 000	90 000 000

Section particulière (Titre IV)

Art. 10.

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 13 993 900 000 francs pour les recettes et à 15 411 400 000 francs pour les dépenses.

Art. 11.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

De overdrachtbesluiten worden aan de Executieve van het Brussels Gewest ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 9.

Op de kredieten van Titel II, Kapitaaluitgaven, overgedragen naar het begrotingsjaar 1984, worden overdrachten doorgevoerd tussen de artikelen, en a rato van de bedragen vermeld in de onderstaande tabel:

TITEL II

(In frank)

DEEL I

Afdeling 33. — Ruimtelijke Ordening :

Art. 61.06.
Art. 63.09. — Vastleggingskredieten.
Art. 63.09. — Ordonnanceringskredieten.
Art. 61.01.

Afdeling 38. — Hygiëne en Volksgezondheid :

Art. 61.85.
Art. 63.83. — Vastleggingskredieten.
Art. 63.83. — Ordonnanceringskredieten.

Afdeling 40. — Waterbeleid :

Art. 69.84. — Vastleggingskredieten.

DEEL II

Sectie 31. — Gewestelijke administratie en instellingen :

Art. 74.01

Sectie 39. — Onthaal :

Art. 74.01.

Totalen.

Vastleggingskredieten.

Ordonnanceringskredieten.

Afzonderlijke sectie (Titel IV)

Art. 10.

De verrichtingen op de speciale fondsen, die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 13 993 900 000 frank voor de ontvangsten en 15 411 400 000 frank voor de uitgaven.

Art. 11.

De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd, zijn door het teken A aangeduid.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes, sont désignés par l'indice C.

Art. 12.

Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — du Titre IV du tableau annexé à la présente loi, sont accordées pour l'année 1984 à concurrence de 450 000 000 de francs pour le secteur « Affaires économiques », dont 300 000 000 de francs pour les dépenses courantes et 150 000 000 de francs pour les dépenses de capital, à concurrence de 450 000 000 de francs pour le secteur « Classes moyennes », dont 350 000 000 de francs pour les dépenses courantes et 100 000 000 de francs pour les dépenses de capital et à concurrence de 200 000 000 de francs pour le secteur « Travaux publics » en dépenses de capital. Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes dans les formes de la réglementation en la matière.

Art. 13.

Moyennant l'autorisation de l'Exécutif de la Région bruxelloise, le Ministre de ou le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise pour les objets qui relèvent de sa compétence, peut disposer, en ce qui concerne l'article 60.01.A — Partie I — du Titre IV, des crédits prévus, à toutes fins utiles, dans le cadre de la politique économique régionale du Gouvernement quelle que soit la nature des dépenses à prendre en charge.

Dans les limites des autorisations d'engagement visées à l'article 11, § 1^{er}, b, de la loi du 3 octobre 1976 contenant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1975, des transferts d'engagement et d'ordonnancement simultanés peuvent être effectués par arrêté royal délibéré en Exécutif de la Région bruxelloise de l'article 60.01.A de la Partie II du Titre IV, au même article figurant à la Partie I du Titre IV.

Art. 14.

Le Ministre de la Région bruxelloise est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, au Crédit communal de Belgique, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés à la Société de Développement régional de Bruxelles en vue de l'acquisition de terrains et d'immeubles.

Ces engagements pourront porter en 1984 sur un volume de prêts ne dépassant pas 190 millions de francs.

Les charges des prêts seront imputées à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, secteur « Affaires économiques » du Titre IV, du tableau annexé à la présente loi.

Art. 15.

Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fond, qui fait l'objet de l'article 60.03.02.A du Titre IV du tableau annexé à la présente loi se trouvera en position débitrice. Ces avances sont limitées au solde disponible au compte du fonds qui fait l'objet de l'article 60.03.A, Partie II, du même Titre.

Art. 16.

Les sommes versées au receveur de l'enregistrement en application dans la Région bruxelloise, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomsten van de Minister van Financiën wordt beschikt, zijn door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenpliscitgen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 12.

Met betrekking tot het artikel 60.01.A — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van Titel IV, van de tabel gevoegd bij deze wet, worden voor het jaar 1984 nieuwe vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 450 000 000 frank voor de sector « Economische Zaken », waarvan 300 000 000 frank voor de lopende uitgaven en 150 000 000 frank voor de kapitaaluitgaven, tot beloop van 450 000 000 frank voor de sector « Middenstand », waarvan 350 000 000 frank voor de lopende uitgaven en 100 000 000 frank voor de kapitaaluitgaven en tot beloop van 200 000 000 frank voor de sector « Openbare werken » voor de kapitaaluitgaven. Elke verbintenis aan te gaan uit deze hoofde wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof volgens de desbetreffende reglementering.

Art. 13.

Met toestemming van de Executieve van het Brussels Gewest, mag de bevoegde Minister van of de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest, inzake artikel 60.01.A — Deel I — van Titel IV, voor de onder zijn bevoegdheid vallende materies, beschikken over de kredieten die zijn uitgetrokken tot al wat dienen kan in het raam van het regionaal economisch expansiebeleid van de Regering ongeacht de aard van de ten laste te nemen uitgaven.

Binnen de perken van de vastleggingsmachtigingen bedoeld bij artikel 11, § 1, b, van de wet van 3 oktober 1976, houdende de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden voor het jaar 1975 kunnen vastleggings- en ordonnanceringsoverdrachten tegelijkertijd verwezenlijkt worden bij koninklijk besluit, beraadslaagd in de Executieve voor het Brussels Gewest, van het artikel 60.01.A van Deel II van Titel IV, naar hetzelfde artikel van Deel I van Titel IV.

Art. 14.

De Minister van het Brussels Gewest is gemachtigd, in naam van de Staat, de verbintenis aan te gaan, bij de vervaldatum, aan het Gemeentekrediet van België de interest en de aflossing te betalen met een termijn van maximum 20 jaar, op de leningen aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel toeestaan met het oog op de verwerving van terreinen en gebouwen.

In 1984 zullen deze vastleggingen kunnen strekken op een leningenvolume dat de 190 miljoen frank niet overschrijdt.

De lasten van de leningen worden geïmputeerd op artikel 60.01.A — Fonds voor economische expansie en gewestelijke reconversie, sector « Economische Zaken » van Titel IV, van de tabel gevoegd bij onderhavige wet.

Art. 15.

De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wan-ner de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 60.03.02.A van Titel IV van de bij deze wet gevoegde tabel zich in debettoestand zal bevinden. Die voorschotten wor-den beperkt tot het beschikbaar saldo van de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt voor het artikel 60.03.A, Deel II, van dezelfde Titel.

Art. 16.

De sommen gestort aan de ontvanger der registratie bij toepassing, in het Brussels Gewest, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de

modifiée par les lois des 22 avril 1970 et 22 décembre 1970, sont mises à la disposition du Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise pour être affectées au paiement des dépenses résultant de l'application, dans la Région bruxelloise, de la même loi modifiée du 29 mars 1962, à charge de l'article 66.03.A du Titre IV — Section particulière, Partie I.

Art. 17.

A charge des crédits de l'article 60.04.A de la section 40 de la Partie II du Titre IV dont dispose le Ministre de ou le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent et à sa demande, le Ministre des Finances acquiert les terrains nécessaires à la réalisation des projets d'installations d'épuration des eaux d'égout. Ces terrains seront mis à la disposition du Ministre de ou du Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent tant qu'il sera maître de l'ouvrage des travaux. Ils seront mis ultérieurement à la disposition de l'organisme qui sera désigné comme maître de l'ouvrage en matière d'épuration dans la Région bruxelloise.

A charge des crédits du même Fonds, le Ministre de ou le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut assurer le financement intégral de l'étude de projets de travaux et la réalisation de ceux-ci, en vue de l'épuration des eaux d'égout et des études relatives à la politique de l'eau.

Art. 18.

§ 1^{er}. Sont créés, au Titre IV du tableau annexé à la présente loi, les Fonds suivants :

Partie I: Section 32, article 60.05.A : Fonds destiné à permettre à la Région bruxelloise de rencontrer certains besoins financiers des pouvoirs subordonnés bruxellois (loi du 5 juillet 1983).

Partie II :

- Section 33, article 60.03.B : Fonds destiné à encourager la rénovation de biens privés;
- Section 38, article 60.03.A : Fonds destiné à permettre l'octroi de subventions, avances en capital éventuellement récupérables et la prise en charge, par la région, de dépenses générales de toute nature afin d'améliorer les conditions d'hygiène et d'abattage d'animaux.

§ 2. A ce dernier Fonds, peut être transféré le solde existant au 31 décembre 1983 de l'article 60.02.A de la même section.

Autres engagements couverts par le budget de la Région bruxelloise

Art. 19.

Les soldes disponibles des autorisations d'engagement ouvertes par la présente loi ainsi que par les lois budgétaires antérieures peuvent être reportés à l'année suivante, dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

Art. 20.

Le Ministre de ou le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut autoriser l'organisme indiqué ci-après à souscrire des engagements jusqu'au montant indiqué : — Société nationale du Logement : 400 000 000 de francs.

Art. 21.

Le Ministre de ou le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans,

stede bouw gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970, worden ter beschikking gesteld van de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest met het oog op de betaling van de uitgaven verschuldigd ingevolge de toepassing, in het Brussels Gewest, van dezelfde gewijzigde wet van 29 maart 1962, ten laste van artikel 66.03.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie, Deel I.

Art. 17.

Ten laste van de kredieten van artikel 60.04.A van afdeling 40 van Deel II van Titel IV, waarover de bevoegde Minister van of de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest beschikt, en op zijn aanvraag verwerft de Minister van Financiën de terreinen die nodig zijn voor het verwezenlijken van de ontwerpen van zuiveringsinstallaties voor rioolwateren. Die terreinen zullen ter beschikking van de bevoegde Minister van of de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest worden gesteld zolang hij de bouwmeester van de werken is. Ze zullen later ter beschikking van het organisme worden gesteld, dat zal worden aangeduid als bouwmeester inzake zuivering in het Brussels Gewest.

Met het oog op de rioolwaterzuivering en de studies inzake het waterbeleid kan de bevoegde Minister van of de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest de volledige financiering van de ontwerpstudies van werken verzekeren en de uitvoering van deze werken, ten laste van de kredieten van hetzelfde Fonds.

Art. 18.

§ 1. Er worden in Titel IV van de bij deze gevoegde tabel de volgende Fondsen opgericht :

Deel I: Sectie 32, artikel 60.05.A : Fonds bestemd om het Brussel Gewest in staat te stellen tegemoet te komen aan bepaalde financiële behoeften van de Brusselse ondergeschikte besturen (wet van 5 juli 1983).

Deel II :

- Sectie 33, artikel 60.03.B : Fonds bestemd voor de aanmoediging van de renovatie van private goederen;
- Sectie 38, artikel 60.03A : Fonds bestemd om de toekenning mogelijk te maken van toelagen, kapitaalvoorschotten, even-tueel terugvorderbare, en het ten laste nemen, door het Gewest, van algemene uitgaven van alle aard voor de verbetering van de voorwaarden inzake hygiëne en dierenslachting.

§ 2. Naar dit laatste Fonds mag worden overgedragen het op 31 december 1983 beschikbaar saldo van artikel 60.02.A van dezelfde sectie.

Andere verbintenissen toegelaten door de begroting van het Brussels Gewest

Art. 19.

De beschikbare saldi van de machtingen om verbintenissen aan te gaan verleend door deze wet, evenals door de vorige begrotingswetten, mogen naar het volgend jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

Art. 20.

De bevoegde Minister van of de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest wordt ertoe gemachtigd de hieronder vermelde instelling toe te laten verbintenissen te onderschrijven, tot het aangegeven bedrag : — Nationale Maatschappij voor de Huisvesting : 400 000 000 frank.

Art. 21.

De bevoegde Minister van of de Staatssecretaris voor het Brussels Gewest wordt ertoe gemachtigd, namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale besturen, van de interest en de aflossing

des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter en 1984 sur un volume de prêts ne dépassant pas 100 000 000 de francs pour les Travaux publics et 500 000 000 de francs pour la Santé publique.

Art. 22.

Tout engagement à prendre, en vertu de l'article 21 de la présente loi est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

Avant le dix de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des Comptes avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires, mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue le relevé récapitulatif annuel.

La Cour des comptes renvoie aux Ministres des Finances et de la Région bruxelloise, dans les dix jours suivant leur réception, deux exemplaires arrêtés par elle du relevé récapitulatif annuel.

Bruxelles, le 16 février 1984.

Le Président de la Chambre des Représentants,

J. DEFRAIGNE.

Les Secrétaires,

R. BONNEL.
A. LIÉNARD.

binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen in 1984 slaan op een leningentotaal van ten hoogste 100 000 000 frank voor Openbare Werken en 500 000 000 frank voor Volksgezondheid.

Art. 22.

Elke verbintenis aan te gaan, krachtens artikel 21 van deze wet wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de tiende van iedere maand, legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof één in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die, eensdeels, het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geviseerd werden, en, anderdeels, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geviseerd werden sinds het begin van het jaar.

De lijst van de maand december maakt de jaarlijkse verzamelingstaat uit.

Binnen de tien dagen na ontvangst van de jaarlijkse verzamelingstaat, zendt het Rekenhof twee door het Hof afgesloten exemplaren naar de Ministers van Financiën en het Brussels Gewest.

Brussel, 16 februari 1984.

De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,

J. DEFRAIGNE.

De Secretarissen,

R. BONNEL.
A. LIÉNARD.

**A. AMENDEMENTS AU TABLEAU BUDGETAIRE
ADOPTES PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS**

**TITRE I
DEPENSES COURANTES**

Section 32

Affaires générales

CHAPITRE IV

**TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC**
(p. 14)

Il est ouvert un article 43.02, libellé comme suit :

« Crédit spécial destiné à rencontrer les charges spécifiques des communes bruxelloises ».

Crédit non dissocié : 600 000 000 de francs.

**TITRE II
DEPENSES DE CAPITAL**

PARTIE I

**Crédits destinés à la réalisation
du programme d'investissements**

Section 33

Aménagement du Territoire

CHAPITRE VI

**TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC**

Art. 63.09

L'intitulé de l'article 63.09 est remplacé par ce qui suit (p. 29) :

Subsides aux pouvoirs et organismes subordonnés pour l'élaboration de plans d'aménagement ou de schémas directeurs.

Subsides aux pouvoirs et organismes publics subordonnés pour l'acquisition, la reconstruction, l'aménagement et l'équipement de biens immobiliers (notamment d'espaces verts publics) en vue de l'exécution de plans d'aménagement ou de schémas directeurs.

Travaux de reconstruction dans une opération de réhabilitation de quartier, travaux de plantation, d'expérimentation et d'aménagement d'espaces verts sur le domaine

**A. AMENDEMENTEN OP DE BEGROTINGSTABEL
AANGENOMEN DOOR DE KAMER VAN VOLKSPRETEGENWOORDIGERS**

**TITEL I
LOOPENDE UITGAVEN**

Sectie 32

Algemene Zaken

HOOFDSTUK IV

**INKOMENSOVERDRACHTEN
BINNEN DE SECTOR OVERHEID**
(blz. 14)

Een artikel 43.02 wordt voorzien onder volgende benaming :

« Bijzonder krediet bestemd voor de financiering van bijzondere lasten van de Brusselse gemeenten ».

Niet-gesplitst krediet : 600 000 000 frank.

**TITEL II
KAPITAALUITGAVEN**

DEEL I

**Kredieten bestemd voor de uitvoering
van het investeringsprogramma**

Sectie 33

Ruimtelijke Ordening

HOOFDSTUK VI

**VERMOGENSOVERDRACHTEN
BINNEN DE SECTOR OVERHEID**

Art. 63.09

De tekst van artikel 63.09 wordt door onderstaande tekst vervangen (blz. 29) :

Subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen en instellingen voor het opmaken van plannen van aanleg of leidende schema's.

Subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen en instellingen voor de aankoop, de wederopbouw, de aanleg en de uitrusting van onroerende goederen (o.m. van openbare groene ruimten) met het oog op de uitvoering van plannen van aanleg of leidende schema's.

Werken voor wederopbouw in een verrichting voor wijkvernieuwing, beplantingswerken, proefbeplantingen en aanleg van openbare groene ruimten op de eigendommen

d'administrations subordonnées, pour des raisons sociales, esthétiques ou de salubrité.

Subsides aux pouvoirs et organismes publics subordonnés pour la rénovation urbaine et rurale.

Subsides aux pouvoirs et organismes publics subordonnés pour la rénovation et l'assainissement de certains sites industriels désaffectés et des immeubles publics dans le cadre de la rénovation urbaine et de l'aménagement du territoire :

CHAPITRE VII
INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Art. 71.01

L'intitulé de l'article 71.01 est remplacé par ce qui suit (p. 29) :

Acquisition d'immeubles en vue de la rénovation urbaine, en ce compris l'aménagement d'espaces verts publics, la démolition et la reconstruction.

Section 40

Politique de l'Eau

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

ART. 63.85. — *Subsides aux associations d'administrations subordonnées pour l'exécution de travaux exceptionnels d'assainissement* (p. 33).

Les crédits d'ordonnancement sont ramenés de « 10 000 000 de francs » à « 9 000 000 de francs ».

(Réduction de 1 000 000 de francs.)

PARTIE II

Crédits non destinés à la réalisation
du programme d'investissement

Section 40

Politique de l'Eau

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Art. 51.30. — *Subventions aux entreprises industrielles à titre d'intervention de l'Etat dans les charges d'amortissement d'emprunts contractés auprès des organisations de financement agréées* (p. 41).

Le crédit non dissocié est porté de « 100 000 francs » à « 1 100 000 francs ».

(Majoration de 1 000 000 de francs.)

van lagere besturen voor sociale, esthetische of salubriteitsdoeleinden.

Subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen en instellingen voor stadskern- en landelijke vernieuwingen.

Subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen en instellingen voor vernieuwing en sanering van sommige niet meer in gebruik zijnde industrievestigingen en openbare gebouwen in het kader van de stadskernvernieuwing en ruimtelijke ordening :

HOOFDSTUK VII

INVESTERINGEN (CIVIEL)

Art. 71.01

De tekst van artikel 71.01 wordt door onderstaande tekst vervangen (blz. 29) :

Aankopen van onroerende goederen met het oog op de stadskernvernieuwing, inbegrepen de aanleg van openbare groene ruimten, afbraak en wederopbouw.

Sectie 40

Waterbeleid

HOOFDSTUK VI

VERMOGENSOVERDRACHTEN
BINNEN DE SECTOR OVERHEID

Art. 63.85. — *Subsidies aan verenigingen van ondergeschikte besturen met het oog op de uitvoering van uitzonderlijke saneringswerken* (blz. 33).

De ordonnancieringskredieten worden teruggebracht van « 10 000 000 frank » tot « 9 000 000 frank ».

(Vermindering met 1 000 000 frank.)

DEEL II

Kredieten niet bestemd voor de uitvoering
van het investeringsprogramma

Sectie 40

Waterbeleid

HOOFDSTUK V

VERMOGENSOVERDRACHTEN
AAN ANDERE SECTOREN

Art. 51.30. — *Toelagen aan industriële ondernemingen als staatstussenkomst in de aflossingslasten van aangegane leningen bij de erkende kredietinstellingen* (blz. 41).

Het niet-gesplitste krediet wordt verhoogd van « 100 000 frank » tot « 1 100 000 frank ».

(Verhoging met 1 000 000 frank.)

B. — ERRATA

1) AU PROJET DE LOI

Art. 9

a) Dans la colonne « Majorations de crédits », en regard de l'article 61.85 de la section 38, lire « 22 118 000 » au lieu de « 22 118 ».

b) Dans la colonne « Majorations de crédits », en regard de l'article 74.01 de la Section 31, lire « 300 000 francs » au lieu de « 3 000 000 de francs ».

Art. 18

Au § 1^e, alinéa 3, du texte néerlandais, lire « artikel 60.03 B » au lieu de « artikel 60.03 A ».

2) AU TABLEAU BUDGETAIRE

Titre I — Dépenses courantes

a) A la page 16, pour les totaux du chapitre III, lire « 62 millions » au lieu de « 162 millions », dans la colonne « Crédits ».

b) A la page 18 et dans le programme justificatif (page 73), lire à l'article 41.09 le libellé suivant « Subventions aux associations ayant pour but l'expansion économique du Tourisme » au lieu de « Subventions à l'Office du Tourisme, d'Information et d'Expansion de l'Agglomération bruxelloise ».

c) A la page 24, à l'article 12.60, lire « 12 millions » pour a) et b) ensemble au lieu de « 12 millions pour a) et 12 millions pour b) », dans la colonne « Crédits ».

Titre IV. — Section particulière

d) A la page 49, pour les totaux de la section 33 lire « 35,8 millions » dans la colonne « Solde au 1^{er} janvier 1984 » et « 335,8 millions » dans la colonne « Dépenses de l'année » au lieu de respectivement « 408,0 millions » et « 340,8 millions ».

e) A la page 50, lire avant l'article 60.31.A de la section 36, les articles suivants (sans crédits à prévoir) :

— article 60.29.A « Paiement des primes entières et fractionnées allouées aux constructeurs et acheteurs d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes (arrêtés royaux des 10 août 1967 et 4 février 1968);

— article 60.30.A « Paiement aux organismes de financement de l'amortissement des sommes qu'ils ont payées pour compte de l'Etat, aux constructeurs et acheteurs de logements sociaux, à titre de primes accordées par l'Etat (arrêté royal du 10 août 1967).

B. — ERRATA

1) IN HET ONTWERP VAN WET

Art. 9

a) In de kolom « Kredietvermeerderingen » tegenover artikel 61.85 van afdeling 38, lezen « 22 118 000 » in de plaats van « 22 118 ».

b) In de kolom « Kredietvermeerderingen », tegenover artikel 74.01 van Sectie 31, lezen « 300 000 frank » in de plaats van « 3 000 000 frank ».

Art. 18

In § 1, derde lid, van de Nederlandse tekst, lezen « artikel 60.03 B » in de plaats van « artikel 60.03 A ».

2) IN DE BEGROTINGSTABEL

Titel I. — Lopende uitgaven

a) Op blz. 16, voor de totalen van hoofdstuk III, lezen « 62 miljoen » in de plaats van « 162 miljoen », in de kolom « Kredieten ».

b) Op blz. 18 en in het verantwoordingsprogramma (blz. 73), de volgende tekst lezen voor artikel 41.09 « Toelagen aan verenigingen voor de economische expansie van het Toerisme » in de plaats van « Subsidie aan de Dienst Toerisme, Informatie en Expansie van de Brusselse Agglomeratie ».

c) Op blz. 24, voor artikel 12.60, lezen « 12 miljoen » voor a) en b) te zamen in de plaats van « 12 miljoen voor a) en 12 miljoen voor b) », in de kolom « Kredieten ».

Titel IV. — Afzonderlijke sectie

d) Op blz. 49, voor de totalen van sectie 33, lezen « 35,8 miljoen » in de kolom « Saldo op 1 januari 1984 » en « 335,8 miljoen » in de kolom « Uitgaven van het jaar » in de plaats van respectievelijk « 408,0 miljoen » en « 340,8 miljoen ».

e) Op blz. 50, voor het artikel 60.31.A van sectie 36, lezen de volgende artikelen (zonder kredieten te voorzien) :

— artikel 60.29.A « Betaling van de gehele en gesplitste premies verleend aan de bouwers en kopers van sociale woningen en van kleine landeigendommen (koninklijke besluiten van 10 augustus 1967 en 4 februari 1968);

— artikel 60.30.A « Betaling aan de financieringsorganismen van de aflossing der sommen die ze voor rekening van de Staat hebben betaald als premies, toegekend door de Staat, aan de bouwers en kopers van volkswoningen (koninklijk besluit van 10 augustus 1967).

f) A la page 52, pour les totaux pour la partie II — Opérations de capital, lire dans la colonne « Solde au 31 décembre 1984 » « 1 385,6 millions » au lieu de « 1 385,3 millions ».

g) A la page 52, pour les totaux pour le Titre IV — Section particulière, lire dans la colonne « Solde au 31 décembre 1984 » « 3 054,3 millions » au lieu de « 3 054,6 millions ».

f) Op blz. 52, voor de totalen voor deel II — Kapitaalverrichtingen, lezen in de kolom « Saldo op 31 december 1984 » « 1 385,6 miljoen » in de plaats van « 1 385,3 miljoen ».

g) Op blz. 52, voor de totalen voor Titel IV — Afzonderlijke Sectie, lezen in de kolom « Saldo op 31 december 1984 » « 3 054,3 miljoen » in de plaats van « 3 054,6 miljoen ».